

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

21 DÉCEMBRE 1999

Projet de loi portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, les Annexes I, II, III, IV, V, VI et VII, les Protocoles 1, 2, 3, 4 et 5, l'Acte final, faits à Bruxelles le 20 novembre 1995

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE
PAR M. **MAERTENS**

Ont participé aux délibérations de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Colla, président; Ceder, Dallemagne, De Decker, Dedecker, Mme De Roeck, MM. Destexhe, Devolder, Dubié, Geens, Kelchtermans, Mme Laloy, MM. Moreels et Mme Thijs.

2. Membres suppléants : Mme de Bethune, MM. Daif, Galand, Mme Lindekens, MM. Mahoux, Monfils et Maertens, rapporteur.

3. Autres sénateurs : Mme De Schamphelaere et M. Istasse.

Voir :

Documents du Sénat :

2-142 - 1999/2000 :

N° 1: Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

21 DECEMBER 1999

Wetsontwerp houdende instemming met de Euro-mediterrane Overeenkomst waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Statens, enerzijds, en de Staat Israël, anderzijds, de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI en VII, Protocolen 1, 2, 3, 4 en 5, en Slotakte, gedaan te Brussel op 20 november 1995

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **MAERTENS**

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Colla, voorzitter; Ceder, Dallemagne, De Decker, Dedecker, mevrouw De Roeck, de heren Destexhe, Devolder, Dubié, Geens, Kelchtermans, mevrouw Laloy, de heren Moreels en mevrouw Thijs.

2. Plaatsvervangers : mevrouw de Bethune, de heren Daif, Galand, mevrouw Lindekens, de heren Mahoux, Monfils en Maertens, rapporteur.

3. Andere senatoren : mevrouw De Schamphelaere en de heer Istasse.

Zie :

Stukken van de Senaat :

2-142 - 1999/2000 :

Nr. 1: Wetsontwerp.

SOMMAIRE

	Pages
I.1. Exposé de M. Armali, délégué général palestinien, sur l'évolution du processus de paix au Proche-Orient	3
I.2. Discussion	5
II.1. Exposé de M. Amor, ambassadeur d'Israël, sur l'évolution du processus de paix au Proche-Orient	7
II.2. Discussion	9
III.1. Exposé du secrétaire d'État au Commerce extérieur	11
III.2. Discussion	13
IV.1. Exposé du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères	15
IV.2. Discussion	16
V. Votes	18

INHOUD

	Blz.
I.1. Uiteenzetting van de heer Armali, Palestijns algemeen afgevaardigde, over de ontwikkeling van het vredesproces in het Midden-Oosten	3
I.2. Bespreking	5
II.1. Uiteenzetting van de heer Amor, ambassadeur van Israël, over de ontwikkeling van het vredesproces in het Nabije Oosten	7
II.2. Bespreking	9
III.1. Uiteenzetting van de staatssecretaris voor Buitenlandse Handel	11
III.2. Bespreking	13
IV.1. Uiteenzetting van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken	15
IV.2. Bespreking	16
V. Stemmingen	18

La commission des Relations extérieures et de la Défense a examiné le projet de loi au cours de ses réunions des 25 novembre, 7, 14 et 21 décembre 1999.

*
* *

À la demande de plusieurs de ses membres, la commission a décidé d'entendre M. Armali, délégué général palestinien, et M. Amor, ambassadeur d'Israël, sur l'évolution du processus de paix au Proche-Orient.

I.1. EXPOSÉ DE M. ARMALI, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL PALESTINIEN, SUR L'ÉVOLUTION DU PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

La signature des accords d'Oslo en 1993 a fait naître de grands espoirs, qui ont été réduits à néant par l'ancien gouvernement israélien. L'avènement d'un nouveau gouvernement dirigé par Ehud Barak a fait renaître ces espoirs. La question est à présent de savoir s'ils sont justifiés.

Concrètement, les Palestiniens reconnaissent qu'il y a de nombreux points positifs dans la politique du gouvernement de M. Barak.

Le 4 septembre 1999, le gouvernement israélien et l'OLP ont signé le mémorandum de Sharm-el-Sheikh, qui constitue en réalité une mise en œuvre de l'accord de Wye Plantation. En application de ce mémorandum, l'armée israélienne a opéré un redéploiement de 7% de la zone C à la zone B, 350 prisonniers palestiniens ont été libérés en deux étapes et les parties ont signé un protocole concernant la liberté de passage entre la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Le mémorandum prévoit aussi la reprise des négociations sur le statut permanent des territoires.

Cependant, il reste des zones d'ombre dans la position du gouvernement israélien.

En effet, celui-ci refuse d'aborder la question du statut de Jérusalem (alors que la communauté internationale considère l'annexion de Jérusalem par Israël comme nulle et non avenue) et de reconnaître aux réfugiés palestiniens le droit au retour. Du reste, la résolution n° 194 des Nations unies prévoit le retour des réfugiés ou leur indemnisation.

En outre, il y a une dizaine de jours, M. Barak a déclaré que la résolution n° 242 du Conseil de sécurité n'était pas applicable. Or tous les accords, y compris celui d'Oslo, sont fondés sur cette résolution n° 242 (du 22 novembre 1967).

De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landverdediging heeft het wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 25 november, 7, 14 en 21 december 1999.

*
* *

Op verzoek van verschillende leden heeft de commissie besloten de heer Armali, Palestijns algemeen afgevaardigde, en de heer Amor, ambassadeur van Israël, te horen over de ontwikkeling van het vredesproces in het Midden-Oosten.

I.1. UITEENZETTING VAN DE HEER ARMALI, PALESTIJNSALGEMEENAFGEVAARDIGDE OVER DE ONTWIKKELING VAN HET VREDESPROCES IN HET MIDDEN-OOSTEN

De ondertekening van de akkoorden van Oslo in 1993 heeft grote verwachtingen gewekt, die door de vorige Israëlische regering tenietgedaan zijn. Het aantreden van een nieuwe regering onder leiding van Ehud Barak heeft deze hoop nieuw leven ingeblazen. Nu rijst de vraag of deze hoop gerechtvaardigd is.

Concreet erkennen de Palestijnen dat er talrijke positieve punten zijn in het beleid van de regering-Barak.

Op 4 september 1999 hebben de Israëlische regering en de PLO het memorandum van Sharm-el-Sheikh ondertekend, dat in werkelijkheid een uitvoering is van het akkoord van Wye Plantation. Ter uitvoering van dit memorandum heeft het Israëlische leger zich teruggetrokken met 7% van zone C naar zone B, 350 Palestijnse gevangenen zijn in twee fasen vrijgelaten en de partijen hebben een protocol ondertekend betreffende de vrije doorgang tussen Cisjordanië en de Gaza-strook.

Het memorandum voorziet ook in de hervatting van de onderhandelingen over de definitieve status van de gebieden.

Er blijven echter schemerzones in het standpunt van de Israëlische regering.

Deze weigert immers de kwestie van het statuut van Jeruzalem te bespreken (terwijl de internationale gemeenschap de aanhechting van Jeruzalem door Israël als nietig beschouwt) en ontkent de Palestijnse vluchtelingen het recht om terug te keren. Overigens voorziet resolutie nr. 194 van de Verenigde Naties in de terugkeer van de vluchtelingen, ofwel hun schade-loosstelling.

Een tiental dagen geleden heeft de heer Barak bovendien verklaard dat resolutie nr. 242 van de Veiligheidsraad niet van toepassing was. Alle akkoorden, ook dat van Oslo, zijn echter gegrondvest op die resolutie (van 22 november 1967).

M. Barak souhaite également opérer une séparation entre les territoires palestiniens et l'État d'Israël, or les Palestiniens ont vécu pendant 30 ans sous l'occupation israélienne et dépendent économiquement de ce pays. Cette séparation devra donc se faire progressivement si l'on ne veut pas porter un coup grave à l'économie palestinienne. Il faudra aussi éliminer les conséquences des années de blocage du commerce palestinien direct avec l'extérieur. Il s'agit là d'un problème qui reste à résoudre.

Toutefois, le problème fondamental est celui de la poursuite de la colonisation. M. Barak maintient cette politique de colonisation tout en affirmant qu'il s'agit d'une croissance naturelle des colonies. (La construction de 3 500 unités de peuplement a été décidée depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement israélien). Or, la colonisation est contraire au droit international. Les palestiniens souhaitent trouver un *modus vivendi* avec Israël, mais à condition que l'on cesse la colonisation et que l'on neutralise les conséquences graves de la colonisation antérieure.

En effet, comment négocier en sachant que la colonisation se poursuit, alors que les accords d'Oslo prévoient qu'aucune des parties ne peut entreprendre quoi que ce soit qui puisse nuire à une solution permanente. Au demeurant, les négociations avec le gouvernement Netanyahu avaient été interrompues en raison de la poursuite de la colonisation à Jérusalem-Est.

Par ailleurs, Israël devra également modifier son attitude sur le plan économique.

Il y a cinq jours, les exportateurs palestiniens de fleurs et de fruits ont manifesté parce que les Israéliens empêchent leurs camions de franchir les postes frontières.

De plus, les produits issus des colonies continuent de porter le label *made in Israel* et à bénéficier de manière frauduleuse des préférences réservées par l'accord UE-Israël aux produits issus du territoire de l'État d'Israël. Il y a d'ailleurs un litige à ce sujet entre la Commission européenne et Israël. Le problème avait été mis en exergue par le commissaire Manuel Marin.

M. Armali demande aux membres de la commission de surseoir à la ratification de l'accord entre l'Union européenne et Israël.

En ne ratifiant pas le traité, l'on ne nuit pas vraiment à l'État d'Israël, mais on lui inflige en quelque sorte une sanction morale. De toute façon, un accord transitoire de mise en œuvre du traité est en vigueur depuis 1996.

M. Armali conclut son exposé en affirmant que laisser les Palestiniens négocier seuls avec Israël reviendrait à mettre en présence un éléphant et une souris.

De heer Barak wenst eveneens een scheiding te maken tussen de Palestijnse gebieden en de Staat Israël, hoewel de Palestijnen 30 jaar onder Israëlische bezetting hebben geleefd en economisch afhankelijk zijn van dat land. Deze scheiding zal dus geleidelijk voltrokken moeten worden, indien men de Palestijnse economie geen zware slag wil toebrengen. Ook de gevolgen van de jarenlange blokkering van de rechtstreekse Palestijnse uitvoer moeten weggewerkt worden. Dit is een probleem dat nog opgelost moet worden.

Het fundamentele probleem is echter dat de kolonisatie voortgaat. De heer Barak handhaaft dit kolonisatiebeleid en beweert dat het om een natuurlijke groei van de kolonies gaat. (Sinds het aantreden van de nieuwe Israëlische regering is beslist 3 500 nederzettingen te bouwen). De kolonisatie is echter strijdig met het internationaal recht. De Palestijnen wensen een *modus vivendi* met Israël te vinden, maar dan op voorwaarde dat de kolonisatie stopzet wordt en dat men de zware gevolgen van de vroegere kolonisatie uitwist.

Hoe kan men immers onderhandelen als men weet dat de kolonisatie voortgaat, terwijl de akkoorden van Oslo bepalen dat geen enkele van de partijen iets mag ondernemen dat een permanente oplossing in de weg kan staan. De onderhandelingen met de regering-Netanyahu waren trouwens afgebroken omdat de kolonisatie in Oost-Jeruzalem voortgezet werd.

Anderzijds zal Israël eveneens zijn houding op economisch vlak moeten veranderen.

Vijf dagen geleden hebben de Palestijnse exporteurs van bloemen en fruit gemanifesteerd omdat de Israëliërs hun vrachtwagens verhinderen de grensposten over te steken.

Bovendien blijven de producten die uit de kolonies afkomstig zijn, het etiket *made in Israel* dragen en genieten zij zo op bedrieglijke wijze de preferentiële regeling die volgens de overeenkomst EU-Israël voorbehouden is voor de producten die van het grondgebied van de Staat Israël afkomstig zijn. Daarover loopt trouwens een geschil tussen de Europese Commissie en Israël. Het probleem was ter tafel gebracht door commissaris Manuel Marin.

De heer Armali vraagt de leden van de commissie de goedkeuring van de overeenkomst tussen de Europese Unie en Israël uit te stellen.

Indien het verdrag niet goedgekeurd wordt, schaadt men de Staat Israël niet echt maar legt men deze Staat op een of andere manier een morele sanctie op. In elk geval is er sinds 1996 een overgangsakkoord van kracht voor de uitvoering van het verdrag.

De heer Armali verklaart aan het slot van zijn uiteenzetting dat een olifant en een muis naast elkaar staan als men de Palestijnen alleen laat in de onderhandelingen met Israël.

I.2 DISCUSSION

Un membre souhaite savoir si les Palestiniens ne craignent pas d'être victimes d'une sorte d'apartheid.

Un autre commissaire demande ce qu'il en est de l'aéroport de Gaza, qui est très important pour l'autonomie de l'autorité palestinienne, ainsi que du port de mer de Gaza, pour lequel des capitaux européens ont été débloqués.

Un troisième intervenant souhaite savoir quelles sont les conditions minimales pour l'existence d'un État palestinien et si les Palestiniens estiment recevoir un soutien suffisant de la part de la Belgique et de l'Union européenne.

Enfin, une membre demande si les Palestiniens souhaitent la création d'un système de contrôle du respect des accords et si oui, sur quels points?

M. Armali déclare qu'il craint effectivement que ses compatriotes ne soient victimes d'un sorte d'apartheid et que le redéploiement des troupes israéliennes ne crée des îlots palestiniens entourés de grandes colonies israéliennes.

Pour ce qui est de l'aéroport de Gaza, M. Armali souligne qu'il faut 6 à 8 heures pour pouvoir entrer à Gaza. Après avoir atterri, l'on présente son passeport à un soldat palestinien, qui à son tour, doit le remettre à un officier israélien. L'attente commence alors.

Les exportations de produits palestiniens vers l'Europe posent elles aussi problème, dans la mesure où les stocks de produits sont bloqués aux points de passage avec Israël, la Jordanie et l'Égypte.

En ce qui concerne le port de mer de Gaza, M. Armali répond que sa construction devait commencer au mois de novembre, mais qu'elle a souffert du retard dans le redéploiement israélien. Les Hollandais, les Italiens et les Français ont financé une première tranche de 65 millions de dollars pour le premier volet des travaux.

Quant à la question des conditions minimales, M. Armali déclare que dans le processus de négociation, il faudra tenir compte non seulement de la sécurité d'Israël, mais aussi de celle des Palestiniens. Il faudra encore beaucoup d'efforts et une assistance internationale intensive. Toutefois, le peuple palestinien a prouvé qu'il avait suffisamment de capacités de création et d'imagination pour réussir.

En effet, les Palestiniens détiennent des postes clés dans les compagnies d'eau et d'électricité des pays du Golfe, notamment. L'on pourra donc profiter du savoir-faire de ces Palestiniens à l'étranger.

I.2. BESPREKING

Een lid wenst te vernemen of de Palestijnen niet bang zijn dat ze het slachtoffer worden van een soort apartheid.

Een ander commissielid vraagt hoever het staat met de luchthaven van Gaza, die zeer belangrijk is voor de autonomie van het Palestijns gezag, en met de zeehaven van Gaza, waarvoor Europese kapitalen vrijgegeven zijn.

Een derde spreker wenst te weten welke de minimale voorwaarden zijn voor het bestaan van een Palestijnse Staat en ook of de Palestijnen naar hun mening voldoende steun ontvangen van België en van de Europese Unie.

Ten slotte vraagt een lid of de Palestijnen wensen dat er een systeem wordt ingesteld om de naleving van de akkoorden te controleren, en zo ja, op welke punten.

De heer Armali verklaart dat hij daadwerkelijk vreest dat zijn landgenoten het slachtoffer worden van een soort apartheid en dat de terugtrekking van de Israëlische troepen Palestijnse eilandjes doet ontstaan die omgeven zijn door grote Israëlische kolonies.

In verband met de luchthaven van Gaza merkt de heer Armali op dat men 6 tot 8 uur nodig heeft om Gaza binnen te kunnen. Na de landing toont men zijn paspoort aan een Palestijnse soldaat, die het op zijn beurt moet doorgeven aan een Israëlische soldaat. Dan begint het wachten.

De uitvoer van Palestijnse producten naar Europa brengt ook problemen mee aangezien er voorraden geblokkeerd worden aan de grensovergangen met Israël, Jordanië en Egypte.

Wat de zeehaven van Gaza betreft, antwoordt de heer Armali dat de bouw ervan in de maand november moest beginnen maar dat de werken gehinderd worden door de vertraging in de Israëlische terugtrekking. De Nederlanders, de Italianen en de Fransen hebben een eerste krediet van 65 miljoen dollar gefinancierd voor het eerste deel van de werken.

In verband met de vraag naar de minimale voorwaarden verklaart de heer Armali dat men in het onderhandelingsproces niet alleen rekening moet houden met de veiligheid van Israël maar ook met die van de Palestijnen. Dit vergt nog veel inspanningen en een intense internationale hulp. Het Palestijnse volk heeft echter bewezen dat het over voldoende creativiteit en verbeeldingskracht beschikt om te slagen.

De Palestijnen bekleden immers sleutelposities, onder meer in de water- en elektriciteitsmaatschappijen van de Golflanden. Men kan dus gebruik maken van de knowhow van deze Palestijnen in het buitenland.

Pour ce qui est de la position de la Belgique et de l'Union européenne, le délégué général palestinien affirme que le nouveau gouvernement, comme l'ancien, est favorable à la création d'un État palestinien.

L'ancien secrétaire d'État à la Coopération au développement, M. Moreels, a été l'un des premiers à inscrire les territoires palestiniens parmi les pays qui bénéficient de l'aide de la Belgique. La coopération bilatérale s'est accrue, mais il faut encore l'améliorer. Aujourd'hui, il y a un fonctionnaire spécial qui dépend de la coopération au développement, qui veille à la mise en œuvre de programmes de santé et d'éducation, notamment. M. Armali estime qu'il faudrait encore renforcer la contribution de la Belgique.

Bien que l'Union européenne comme la Belgique aient pris position en faveur de la création d'un État palestinien indépendant, la création d'un forum UE/Israël des ONG fait craindre à M. Armali que l'Europe ait un complexe vis-à-vis d'Israël et qu'elle garde le silence sur des pratiques qui ne vont pas dans le sens du processus de paix.

Pour ce qui est de la création d'un système de surveillance du respect des accords, les Palestiniens y sont favorables: l'on pourrait demander la création d'un groupe de contact devant assurer le suivi des décisions, mais il est probable qu'Israël s'y opposerait.

En outre, les États-Unis veulent rester les principaux parrains du processus de paix. Cependant, dans la perspective des élections, l'administration Clinton s'intéressera vraisemblablement moins au processus de paix pour ne pas déplaire au lobby juif américain.

Un membre déclare que lors de son voyage en Israël, il s'est intéressé particulièrement à deux projets en matière de santé publique:

— dans le cadre de *People to people*, au financement d'une formation supplémentaire dans des universités israéliennes pour 20 médecins palestiniens;

— au financement de deux médecins dans un camp à Gaza à charge du budget belge de la Santé publique.

Il demande au secrétaire d'État au Commerce extérieur de s'informer du suivi de ces projets.

In verband met de standpunten van België en van de Europese Unie verklaart de algemeen Palestijns afgevaardigde dat de nieuwe regering, zoals de oude, de oprichting van een Palestijnse Staat gunstig gezind is.

De gewezen staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, de heer Moreels, heeft als een van de eersten de Palestijnse gebieden opgenomen in de groep van landen die Belgische hulp ontvangen. De bilaterale samenwerking is toegenomen maar moet nog verbeterd worden. Op dit ogenblik ziet een speciale ambtenaar van Ontwikkelingssamenwerking onder meer toe op de uitvoering van de gezondheids- en onderwijsprogramma's. De heer Armali meent dat de Belgische bijdrage nog opgevoerd moet worden.

Hoewel de Europese Unie alsook België een positief standpunt hebben ingenomen in verband met de oprichting van een onafhankelijke Palestijnse Staat, wekt het instellen van een NGO-forum EU/Israël bij de heer Armali de vrees dat Europa een complex heeft ten opzichte van Israël en dat het stilzwijgend voorbijgaat aan de praktijken die niet in het vredesproces passen.

De Palestijnen zijn voorstander van het invoeren van een systeem van toezicht op de naleving van de akkoorden: men kan vragen dat er een contactgroep wordt opgericht om de voortgang van de beslissingen te bewaken. Waarschijnlijk zal Israël zich daartegen verzetten.

De Verenigde Staten wil bovendien de voornaamste peetvader van het vredesproces blijven. In het vooruitzicht van de verkiezingen zal de regering-Clinton zich waarschijnlijk minder met het vredesproces inlaten, dit om de Amerikaans-Joodse lobby niet voor het hoofd te stoten.

Een lid verklaart dat hij tijdens zijn reis in Israël bijzondere aandacht geschonken heeft aan twee projecten op het vlak van de volksgezondheid:

— de financiering van een bijkomende opleiding voor 20 Palestijnse artsen in Israëlische universiteiten, in het kader van *People to people*;

— de financiering van twee artsen in een kamp te Gaza ten laste van de Belgische begroting voor Volksgezondheid.

Hij verzoekt de staatssecretaris voor Buitenlandse Handel te informeren naar de voortgang van deze projecten.

À propos de la question de savoir quels sont les obstacles de nature économique dans les relations avec l'Union européenne, M. Armali répète que les principales pierres d'achoppement sont :

— le label *made in Israel* apposé sur les produits issus des colonies de peuplement qui ne font pas partie de l'État d'Israël;

— les fouilles aux points frontières (notamment celui d'Erez) et la longue attente qui en découle qui nuit aux exportations palestiniennes directes, entre autres de fruits et de fleurs. Néanmoins, Israël a promis de résoudre ce problème.

II.1. EXPOSÉ DE M. AMOR, AMBASSADEUR D'ISRAËL, SUR L'ÉVOLUTION DU PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

M. Amor aborde tout d'abord la question de l'accord d'association Israël-Union européenne.

Il rappelle que cet accord a déjà été ratifié par 13 États membres de l'Union européenne, à l'exception de la Belgique et de la France. En France, la procédure de ratification touche à sa fin et devrait aboutir au mois de janvier.

L'ambassadeur rappelle également qu'en Belgique, cet accord a déjà été ratifié par les parlements régionaux ou communautaires. Seuls les parlements fédéraux et le Parlement flamand doivent encore le ratifier.

Il convient de souligner que cet accord est essentiellement de nature économique et dans l'intérêt des deux parties. Toutefois, cet accord instaure également un dialogue politique institutionnalisé. Un tel dialogue ne peut avoir lieu sans cette ratification. Israël estime que ce dialogue serait bénéfique pour les deux parties. En effet, l'Union européenne pourrait, pas ce biais, jouer un rôle plus important et plus crédible dans le processus de paix. À ce sujet, il est utile de rappeler que le ministre israélien des Affaires étrangères, David Lévy, lors de dernière et récente visite à Bruxelles, a fait savoir à son homologue Louis Michel son désir de voir l'Europe renforcer ses liens avec Israël. D'autre part, un tel dialogue constituerait pour Israël un encouragement à un moment crucial dans les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens. Il aurait pour conséquence logique, une plus grande implication de l'Union dans ce processus.

En ce qui concerne l'aspect économique de cet accord, l'Europe est le partenaire le plus important d'Israël et la balance commerciale accuse un déficit de 5,8 milliard de dollars pour ce dernier. C'est la raison pour laquelle nous accordons une grande importance à l'amélioration du commerce et de l'accès aux marchés. Une des conséquences de cet accord d'association fut l'adhésion d'Israël au 5^e programme

Op de vraag welke economische obstakels de betrekkingen met de Europese Gemeenschap verstoren, herhaalt de heer Armali dat de grootste hinder veroorzaakt wordt door :

— het etiket *made in Israel* dat aangebracht wordt op producten die afkomstig zijn van de nederzettingen die niet tot de Staat Israël behoren;

— de controle aan de grensposten (met name die van Erez) en de lange wachttijden ten gevolge daarvan, die schade berokkenen aan de rechtstreekse Palestijnse export, onder meer van fruit en bloemen. Israël heeft echter beloofd dit probleem op te lossen.

II.1. UITEENZETTING VAN DE HEER AMOR, AMBASSADEUR VAN ISRAËL, OVER DE ONTWIKKELING VAN HET VREDESPROCES IN HET NABIJE OOSTEN

De heer Amor heeft het eerst over de Euro-mediterrane Associatieovereenkomst.

Hij herinnert eraan dat deze Overeenkomst al door dertien lidstaten van de Europese Unie is geratificeerd, met uitzondering van België en Frankrijk. In Frankrijk zou de ratificatieprocedure eind januari 2000 aflopen.

De ambassadeur herinnert er ook aan dat de Overeenkomst in België al geratificeerd is door de gewest- en gemeenschapsraden. Alleen het federale Parlement en de Vlaamse Raad moeten ze nog bekrachtigen.

De ambassadeur benadrukt dat de Overeenkomst van voornamelijk economische aard is en in het belang van beide partijen. Toch brengt de Overeenkomst ook een geïnstitutionaliseerde politieke dialoog op gang. Zonder de ratificatie kan die dialoog niet plaatsvinden. Israël meent dat deze dialoog gunstig zal zijn voor beide partijen. Voor de Europese Unie is het een mogelijkheid om een belangrijkere en meer geloofwaardige rol te spelen in het vredesproces. In dat verband zij eraan herinnerd dat de Israëlische minister van Buitenlandse Zaken, David Levy, tijdens zijn jongste bezoek aan Brussel aan zijn ambtsgenoot Louis Michel heeft laten weten dat hij de banden tussen Europa en Israël versterkt wil zien. Voor Israël zou de dialoog een hart onder de riem betekenen op een cruciaal ogenblik van de vredesonderhandelingen tussen Israël en de Palestijnen. Logischerwijze zal de Unie nauwer betrokken worden bij dit proces.

Wat het economische aspect van de Overeenkomst betreft, Europa is de belangrijkste handelspartner van Israël en de handelsbalans vertoont een tekort van 5,8 miljard dollar ten nadele van Israël. Daarom hecht Israël veel belang aan de verbetering van de handel en van de toegankelijkheid van de markten. Een van de gevolgen van deze Associatieovereenkomst is de toetreding van Israël tot het 5e Europese

européen en matière de recherche et développement. Le fait qu'un nombre grandissant de sociétés israéliennes ont établi leur centre d'activités en Belgique reflète l'intérêt croissant du monde israélien des affaires pour les marchés européens.

Parallèlement, de plus en plus de sociétés israéliennes sont cotées sur les bourses pan-européennes et tentent par ce moyen d'attirer les capitaux européens. Un autre exemple éloquent est l'intérêt manifesté récemment et pour la première fois par Israël, pour l'achat d'avions Airbus. En conclusion, cet accord d'association mènera à une amélioration du climat compétitif et ce, pour le bénéfice des deux parties.

M. Amor aborde ensuite la question du processus de paix. Depuis l'avènement du nouveau gouvernement israélien, celui-ci s'est engagé résolument à œuvrer pour parvenir à une paix globale au Moyen-Orient. Le gouvernement israélien a, dès son investiture, fait savoir que son objectif était d'arriver à des accords de paix avec les Palestiniens ainsi qu'avec la Syrie et le Liban.

En ce qui concerne le processus de paix avec les Palestiniens, un accord a été signé à Sharm el Sheikh en septembre dernier, qui est depuis lors appliqué par les deux parties. Le retrait des forces israéliennes de Cisjordanie, la libération de centaines de prisonniers palestiniens, l'ouverture du premier passage libre entre Gaza et la Cisjordanie et l'accord pour le démarrage de la construction d'un port à Gaza, sont autant de manifestations concrètes de la sincérité et de la volonté d'Israël d'arriver à des solutions durables avec ses partenaires palestiniens. De plus, les parties se sont fixé un agenda pour parvenir à un accord cadre en février de l'an 2000, accord qui régira les négociations en vue de l'accord sur le statut permanent.

L'ambassadeur précise que, parallèlement au volet palestinien, le gouvernement accorde la même priorité à un règlement de paix avec la Syrie et le Liban.

Toutes les possibilités sont explorées sur le plan diplomatique afin de faire avancer ces dossiers.

Israël n'a jamais eu aucune revendication territoriale au Liban. La présence israélienne au sud Liban est uniquement motivée par des impératifs de sécurité, le nord d'Israël étant constamment sous la menace d'actions terroristes menées à partir de ce territoire. Israël reste convaincu que l'on pourra parvenir à un retrait du sud Liban dans le cadre d'un accord avec le Liban et la Syrie. Toutefois, et conformément aux déclarations du premier ministre israélien à ce sujet, un retrait unilatéral d'ici l'été 2000 n'est pas exclu.

programma voor onderzoek en ontwikkeling. Een toenemend aantal Israëlische vennootschappen ontplooiën hun activiteiten in België, wat nogmaals wijst op de toenemende belangstelling voor de Europese markten van de Israëlische zakenwereld.

Daarnaast staan de aandelen van steeds meer Israëlische vennootschappen op pan-Europese beurzen genoteerd waardoor ze trachten Europees kapitaal aan te trekken. Nog een sprekend voorbeeld is de belangstelling die Israël onlangs en voor het eerst toonde voor de aankoop van Airbus-vliegtuigen. Kortom, deze Associatieovereenkomst zal de concurrentiesfeer verbeteren in het voordeel van beide partijen.

Daarna snijdt de heer Amor de kwestie van het vredesproces aan. Sinds haar aantreden streeft de nieuwe Israëlische regering uitdrukkelijk naar algemene vrede in het Midden-Oosten. Al in haar regeringsverklaring liet de Israëlische regering weten dat zij vredesakkoorden wil sluiten met de Palestijnen en met Syrië en Libanon.

Wat het vredesproces met de Palestijnen betreft, is in september jongstleden een akkoord ondertekend in Sharm el Sheikh, dat sindsdien door beide partijen wordt toegepast. De terugtrekking van de Israëlische troepen uit Cisjordanie, de vrijlating van honderden Palestijnse gevangenen, de opening van de eerste vrije doorgang tussen de Gaza-strook en Cisjordanie en het akkoord over het opstarten van de bouw van een haven in de Gaza-strook, zijn allemaal concrete bewijzen van de oprechte wil van Israël om tot duurzame oplossingen te komen met de Palestijnse partners. Bovendien zijn de partijen het eens geworden over een agenda met het oog op het sluiten van een raamakkoord in februari 2000, waarbinnen de onderhandelingen zullen worden gevoerd met betrekking tot het akkoord over de definitieve status.

De ambassadeur benadrukt dat de regering naast de Palestijnse kwestie evenveel belang hecht aan de vredesonderhandelingen met Syrië en Libanon.

Alle mogelijkheden om vooruitgang te boeken in deze dossiers op diplomatiek vlak worden momenteel onderzocht.

Israël heeft nooit aanspraak gemaakt op Libanees grondgebied. De Israëlische aanwezigheid in Zuid-Libanon is alleen ingegeven door veiligheidsoverwegingen aangezien het noorden van Israël voortdurend bedreigd wordt door terroristische acties vanuit dat gebied. Israël blijft ervan overtuigd dat men kan komen tot een terugtrekking van de troepen uit Zuid-Libanon in het kader van een akkoord met Libanon en Syrië; volgens de verklaringen van de Israëlische eerste minister hierover is een unilaterale terugtrekking vóór de zomer van 2000 echter ook niet uitgesloten.

Le seul moyen d'établir une paix durable et globale au Proche-Orient passe par un accord de paix avec la Syrie. M. Barak a affirmé sa volonté de signer la « Paix des braves » avec Damas d'ici 12 à 15 mois. Pour le moment, les intentions syriennes ne sont pas claires. La Syrie demande toujours un retrait total du Golan comme préalable à toute négociation. Israël continue à exiger de la Syrie des éclaircissements sur tous les points importants (sécurité, terrorisme, problème de l'eau). Pour le moment, plusieurs initiatives diplomatiques visent à rétablir le contact entre les deux parties et une reprise des pourparlers.

Durant les cinquante années de son existence nationale retrouvée, Israël a dû livrer plusieurs guerres et défendre son existence. Jamais il n'a abandonné l'espoir d'un avenir meilleur ni d'une paix avec ses voisins.

Aujourd'hui, la bataille pour la paix continue. C'est un affrontement entre l'espoir et la peur, deux sentiments forts, bien connus de tous les êtres humains. Des fossés énormes séparent Israël de ses partenaires arabes et palestiniens. Mais à force de bonne volonté et de détermination, nous trouverons un moyen de jeter les points et de créer la confiance mutuelle nécessaire à nos intérêts mutuels et à un Moyen-Orient pacifique.

II.2. DISCUSSION

Une commissaire demande si le nouveau gouvernement israélien bénéficie d'un soutien dans la population pour pouvoir progresser dans le processus de paix.

Un autre membre souhaite savoir si l'ambassadeur n'estime pas que les Palestiniens risquent d'être victimes d'apartheid.

Une troisième intervenante demande si Israël accepterait la création d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle du respect des accords et notamment de l'article 2 de l'accord entre l'Union européenne et Israël. Cet article dispose que « les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord ».

Un autre membre désire connaître l'avis de M. Amor sur le retour des réfugiés palestiniens, l'indication de l'origine des produits venant des territoires palestiniens et les raisons des blocages dans le dialogue politique (la Commission européenne ayant fait des démarches qui se sont soldées par un échec).

Duurzame en algemene vrede in het Nabije Oosten is alleen mogelijk op basis van een vredesakkoord met Syrië. De heer Barak bevestigt dat hij binnen 12 tot 15 maanden met Damas de « Vrede van de moedigen » wil ondertekenen. Momenteel is nog niet duidelijk wat Syrië precies wil. Syrië stelt nog steeds de totale terugtrekking van de troepen uit de Golan-hoogte als voorafgaande voorwaarde voor het aanknopen van onderhandelingen. Israël eist van Syrië een duidelijker standpunt over alle belangrijke kwesties (veiligheid, terrorisme, watervoorziening). Momenteel worden van verschillende kanten diplomatieke stappen ondernomen om het contact tussen beide partijen te herstellen en de besprekingen op gang te brengen.

In de vijftig jaar van zijn hernieuwde bestaan als natie heeft Israël verschillende oorlogen moeten voeren en zijn bestaan moeten verdedigen. Israël heeft nooit de hoop opgegeven op een betere toekomst en op vrede met zijn buurlanden.

De strijd voor de vrede wordt voortgezet. Hoop en vrees, twee sterke emoties die elk menselijk wezen kent, staan tegenover elkaar. Enorme afgronden scheiden Israël van zijn Arabische en Palestijnse partners. Met goede wil en vastberadenheid kunnen we echter bruggen bouwen en het nodige wederzijdse vertrouwen scheppen om de belangen van beide partijen en de vrede in het Midden-Oosten te bevorderen.

II.2. DISCUSSIE

Een commissielid vraagt of de nieuwe Israëlische regering genoeg door de bevolking wordt gesteund om vorderingen te maken in het vredesproces.

Een ander lid wenst te weten of de ambassadeur niet denkt dat de Palestijnen het slachtoffer zullen worden van apartheid.

Een derde lid vraagt of Israël zou aanvaarden dat er een mechanisme komt waarmee men kan inschatten en controleren of de overeenkomsten worden nageleefd, in het bijzonder artikel 2 van de overeenkomst tussen de Europese Unie en Israël. Dat artikel bepaalt dat « de betrekkingen tussen de Partijen en alle bepalingen van deze Overeenkomst berusten op de eerbiediging van de mensenrechten en de democratische beginselen die ten grondslag ligt aan het interne en externe beleid van de Partijen en die een essentieel onderdeel van deze Overeenkomst vormt. »

Een ander lid zou graag de mening van de heer Amor kennen in verband met de terugkeer van de Palestijnse vluchtelingen, de vermelding van de oorsprong van producten afkomstig van de Palestijnse gebieden en de redenen voor het vastlopen van de politieke dialoog (de Europese Commissie heeft immers stappen ondernomen die op een mislukking zijn uitgelopen).

Enfin, un commissaire aborde la question des colonies: quel est le point de vue du gouvernement israélien à ce sujet? C'est un point choquant pour les Palestiniens, or, les négociations sur le statut définitif des territoires doivent avoir lieu dans un climat positif.

À la question relative aux droits de l'homme, l'ambassadeur d'Israël répond qu'il y a sept ans, le parlement israélien a adopté une loi sur les droits de l'homme des citoyens israéliens. Les pouvoirs conférés en la matière à la Haute Cour israélienne sont tellement importants que ni le parlement ni le gouvernement n'ont leur mot à dire. Par ailleurs, Israël collabore avec les pays européens dans le domaine des droits de l'homme.

En ce qui concerne les réfugiés, l'ambassadeur déclare qu'il est lui-même né au Maroc et que bien qu'étant un réfugié en Israël, il a pu devenir ministre. Par contre, les pays arabes n'ont rien fait pour réhabiliter les réfugiés. En Israël, il y a même des arabes israéliens qui siègent dans les commissions de sécurité.

Il y a aujourd'hui cinq millions de juifs en Israël et un million d'arabes palestiniens. Si l'on accepte le retour de quatre millions d'arabes, ce sera la fin de l'État d'Israël. Au demeurant, M. Arafat lui-même n'est pas en mesure d'absorber quatre millions de réfugiés. Sa première tâche est de s'occuper de ceux qui vivent actuellement dans les territoires.

L'ambassadeur souligne également qu'Israël mène une politique de réunion des familles palestiniennes.

Pour ce qui est des implantations, des négociations sont en cours à ce sujet entre Israéliens et Palestiniens.

Au sujet des produits, l'ambassadeur signale qu'ils sont réalisés par des ouvriers palestiniens et que l'on pourrait nuire à leur gagne-pain.

À la question de la première intervenante, M. Amor répond qu'il n'y a plus tellement de différence en Israël entre les socialistes et les libéraux et que le nouveau gouvernement souhaite faire avancer le processus de paix.

À propos du danger d'apartheid, l'ambassadeur estime que celui-ci n'existerait que si le processus de paix ne débouchait pas sur une solution.

Par ailleurs, sur le plan des relations économiques entre Israël et l'Union européenne, l'ambassadeur attire l'attention sur le fait qu'Israël a l'intention d'acheter des avions Airbus.

Un membre revient sur la question des colonies et sur celle des réfugiés. Il est vrai que le chiffre de trois

Ten slotte snijdt een lid de kwestie van de kolonies aan: welk standpunt neemt de Israëlische regering hierbij in? Het gaat om een onderwerp dat bijzonder gevoelig ligt voor de Palestijnen en de onderhandelingen over het definitieve statuut van de gebieden dienen in een positief klimaat plaats te vinden.

Op de vraag in verband met de rechten van de mens antwoordt de ambassadeur van Israël dat het Israëlische parlement zeven jaar geleden een wet heeft aangenomen over de mensenrechten van de Israëlische burgers. De bevoegdheden die in dit verband aan het Israëlische hooggerechtshof werden gegeven, zijn zo belangrijk dat noch het parlement, noch de regering er enige invloed op hebben. Israël werkt trouwens op het gebied van de mensenrechten samen met de Europese landen.

Wat de vluchtelingen betreft verklaart de ambassadeur dat hij zelf in Marokko is geboren en dat hij, hoewel hij in Israël een vluchteling is, minister is kunnen worden. De Arabische landen hebben echter niets gedaan om de vluchtelingen in eer te herstellen. In Israël zijn er zelfs Israëlische Arabieren die lid zijn van de veiligheidscommissies.

Er zijn vandaag vijf miljoen Joden in Israël en een miljoen Palestijnse Arabieren. Indien wij de terugkeer goedkeuren van vier miljoen Arabieren, betekent dat het einde van de Staat Israël. De heer Arafat zelf is ook niet in staat vier miljoen vluchtelingen op te vangen. Zijn dringendste taak is zich bezig te houden met de mensen die op dit ogenblik in de Palestijnse gebieden wonen.

De ambassadeur benadrukt ook dat het Israëlische beleid gericht is op de hereniging van de Palestijnse families.

Wat de nederzettingen betreft, zijn er tussen de Israëliërs en de Palestijnen onderhandelingen aan de gang.

In verband met de producten merkt de ambassadeur op dat zij vervaardigd worden door Palestijnse arbeiders en dat men bijgevolg hun broodwinning zou kunnen schaden.

Op de vraag van het eerste lid antwoordt de heer Amor dat er in Israël niet zoveel verschil meer is tussen socialist en liberalen en dat de nieuwe regering het vredesproces wenst voort te zetten.

Wat het gevaar van apartheid betreft meent de ambassadeur dat dit slechts het geval zou zijn indien het vredesproces niet tot een oplossing zou leiden.

Overigens merkt de ambassadeur op dat Israël, op het vlak van de economische betrekkingen met de Europese Unie, van plan is om vliegtuigen te kopen van Airbus.

Een lid komt terug op de vraag over de kolonies en de vluchtelingen. Drie of vier miljoen vluchtelingen is

ou quatre millions de réfugiés est très élevé, mais il est probable que les personnes qui souhaitent revenir seront nettement moins nombreuses. Que pense M. Amor de la proposition du député Katz d'accueillir 100 à 150 000 réfugiés?

L'ambassadeur d'Israël répond que le nouveau gouvernement est très sévère à l'égard des nouvelles implantations. L'armée a d'ailleurs fait évacuer certaines d'entre elles récemment.

De plus, certaines autres petites implantations vont disparaître et il y aura des négociations sur la question des petits villages qui entourent Jérusalem.

En ce qui concerne les réfugiés, l'ambassadeur insiste sur le fait qu'Israël mène une politique de réunion des familles et que ce sont les pays tels que le Liban, l'Égypte et la Syrie qui ont mis les Arabes palestiniens dans des camps et qui les utilisent comme moyen de pression politique contre Israël. Israël est prêt à les aider en réunissant les familles et en les intégrant dans les territoires palestiniens.

III.1. EXPOSÉ DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le secrétaire d'État au Commerce extérieur souligne que l'accord d'association euro-méditerranéen est conclu pour une période indéterminée. En application de cet accord, les liens entre l'Union européenne et les États membres de celle-ci, d'une part, et Israël, d'autre part, seront resserrés sur la base de la réciprocité et du partenariat. Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme constituent, dans ce contexte, un élément essentiel de l'accord.

Le secrétaire d'État donne un aperçu du contenu de l'accord. Les principaux éléments de celui-ci sont les suivants:

- l'organisation d'un dialogue politique régulier;
- l'élargissement de la zone de libre-échange;
- le statut quo pour ce qui est des courants commerciaux traditionnels et des droits à l'importation appliqués par Israël à un certain nombre de produits agricoles originaires de la Communauté européenne;
- de nouvelles concessions réciproques dans les échanges de produits agricoles et de produits agricoles transformés;
- l'engagement à réexaminer la situation des échanges agricoles à partir du 1^{er} janvier 2000, en vue de fixer de nouvelles concessions réciproques confor-

inderaad zeer veel, maar het aantal mensen dat wil terugkeren, ligt waarschijnlijk heel wat lager. Wat vindt de heer Amor van het voorstel van de heer Katz om ongeveer 100 tot 150 000 vluchtelingen op te nemen?

De Israëlische ambassadeur antwoordt dat de nieuwe regering erg streng is met betrekking tot de nieuwe nederzettingen. Het leger heeft onlangs trouwens een aantal nederzettingen laten ontruimen.

Een paar andere kleine nederzettingen zullen bovendien verdwijnen en er zullen onderhandelingen plaatsvinden over de kleine dorpjes rond Jeruzalem.

In verband met de vluchtelingen benadrukt de ambassadeur dat Israël een beleid voert dat gericht is op de hereniging van families en dat het landen als Libanon, Egypte en Syrië zijn die de Palestijnse Arabieren in kampen hebben doen wonen en die hen nu als politiek pressiemiddel tegen Israël gebruiken. Israël is bereid die mensen te helpen door de families te herenigen en ze in de Palestijnse gebieden op te nemen.

III.1. UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARISVOORBUITENLANDSEHANDEL

De staatssecretaris voor Buitenlandse Handel wijst erop dat de Euro-mediterrane associatieovereenkomst met Israël voor onbepaalde tijd wordt gesloten. Op grond van deze overeenkomst zullen de banden tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en Israël, anderzijds, worden aangehaald door het instellen van betrekkingen die op wederkerigheid en partnerschap berusten. De eerbiediging van de democratische beginselen en de mensenrechten vormen tegen deze achtergrond een essentieel onderdeel van de overeenkomst.

De staatssecretaris geeft een overzicht van de inhoud van de overeenkomst. De voornaamste elementen ervan zijn de volgende:

- Het organiseren van een regelmatige politieke dialoog;
- de uitbreiding van de vrijhandelszone;
- de handhaving van de traditionele handelsstromen en van de door Israël op een aantal landbouwproducten van oorsprong uit de Europese Gemeenschap toegepaste invoerrechten;
- nieuwe wederzijdse concessies op het gebied van de handel in landbouwproducten en verwerkte landbouwproducten;
- de verbintenis om de stand van zaken op het gebied van de handel in landbouwproducten met ingang van 1 januari 2000 opnieuw te bekijken met

mément à l'objectif général de libéralisation progressive de ces échanges.

L'accord comporte également une série de dispositions relatives à la liberté d'établissement, la libéralisation des services, la libre circulation des capitaux et les règles de concurrence.

La coopération économique sera renforcée autant que possible dans tous les domaines intéressant les relations entre les deux parties et elle fera l'objet d'un dialogue régulier.

Une coopération sociale sera organisée au moyen d'un dialogue régulier portant sur tous les sujets du domaine social qui présentent un intérêt pour les parties. Ce dialogue sera complété par une coopération culturelle.

L'instauration, pour la mise en œuvre de l'accord, d'un Conseil d'association et d'un Comité d'association disposant d'un pouvoir de décision. En outre, la coopération entre le Parlement européen et le Comité économique et social, d'une part, et leurs homologues israéliens, d'autre part, sera facilitée.

En outre, le secrétaire d'État attire l'attention sur le fait que tous les pays de l'Union européenne ont ratifié l'accord, sauf la Belgique. Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 1996, un accord intérimaire concernant des matières purement communautaires est en vigueur.

La question de la ratification de l'accord à l'examen s'est posée fin 1997, mais l'examen du projet de loi a été remis *sine die* parce que le processus de paix était dans l'impasse.

La signature des accords de Wye Plantation a permis un premier déblocage de ce processus, qui s'est poursuivi par la signature du mémorandum de Sharm el-Sheikh.

Pour ce qui est des implantations juives, le ministre des Affaires étrangères, M. David Levy, a déclaré qu'il n'y aurait pas de nouvelles implantations. Le premier ministre Ehud Barak, qui ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre au sein de sa coalition, a eu le courage de faire démanteler dix colonies. Le gouvernement israélien a accepté, du reste, de renoncer à toute action en la matière qui serait contraire au droit international. La Belgique veillera à ce que ce principe soit respecté.

Le secrétaire d'État au Commerce extérieur voit dans l'accord à l'examen l'occasion de placer le dialogue avec Israël dans un cadre juridique qui permet de prendre les mesures nécessaires si l'une des parties ne respecte pas ses engagements. Il demande aux séna-

het oog op het vaststellen van nieuwe wederzijdse concessies, overeenkomstig de algemene doelstelling terzake van de geleidelijke liberalisering van deze handel.

De overeenkomst bevat ook een aantal bepalingen betreffende de vrijheid van vestiging, de liberalisering van dienstverlening, het vrije kapitaalverkeer en de mededingingsvoorschriften.

De economische samenwerking wordt zoveel mogelijk uitgebreid op alle gebieden die met de betrekkingen tussen beide partijen verband houden en is het voorwerp van een regelmatige dialoog.

Er zal een sociale samenwerking worden tot stand gebracht door middel van een regelmatige dialoog over alle sociale vraagstukken die voor de partijen van wederzijds belang zijn. In aansluiting op deze dialoog, komt er een culturele samenwerking.

Met het oog op de tenuitvoerlegging van de overeenkomst worden een Associatieraad en een Associatiecomité opgericht, met beslissingsbevoegdheid. Daarnaast zal de samenwerking tussen het Europese Parlement en het Economisch en Sociaal Comité enerzijds, en de hiermee overeenkomstige Israëliische instellingen anderzijds, vergemakkelijkt worden.

Daarenboven wijst de staatssecretaris erop dat alle landen van de Europese Unie behalve België de overeenkomst geratificeerd hebben. Sedert 1 januari 1996 is evenwel een interimovereenkomst betreffende louter gemeenschapsaangelegenheden van kracht.

Het probleem van de ratificering van de voorliggende overeenkomst is eind 1997 gerezen doch de bespreking van het wetsontwerp werd *sine die* uitgesteld omdat het vredesproces in een patstelling was terechtgekomen.

Door de ondertekening van de Wye Plantation-overeenkomst kwam er voor het eerst weer beweging in dit proces, dat kon worden voortgezet door de ondertekening van het memorandum van Sharm el-Sheikh.

Wat de joodse nederzettingen betreft, heeft de minister van Buitenlandse Zaken, de heer David Levy verklaard dat er geen nieuwe nederzettingen komen. Eerste minister Ehud Barak, die in zijn coalitie over weinig bewegingsruimte beschikt, heeft de moed gehad tien kolonies te laten ontmantelen. De Israëliische regering heeft voorts aanvaard af te zien van elke actie die in strijd zou zijn met het internationaal recht. België zal op de naleving van dit beginsel toezien.

De staatssecretaris voor Buitenlandse Handel ziet in de voorliggende overeenkomst een gelegenheid om de dialoog met Israël in een juridisch kader te plaatsen, wat het mogelijk maakt de noodzakelijke maatregelen te nemen indien een van de partijen haar ver-

teurs d'adopter le projet de loi pour que la Belgique ne soit pas isolée par rapport au reste de l'Union.

III.2. DISCUSSION

Un membre souligne que le même type d'accord cadre a été conclu avec la Tunisie, le Maroc et la Jordanie.

Un commissaire estime qu'il faut maintenir la pression sur le processus de paix, mais qu'il serait déraisonnable que la Belgique soit la seule à ne pas ratifier l'accord.

Selon un autre intervenant, l'article 2 de l'accord ne peut rester lettre morte. Les organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme et *Human Rights Watch* ont dénoncé des violations des droits de l'homme. Il estime dès lors que l'on peut difficilement ratifier l'accord, quand on sait que les dispositions de l'article 2 ne sont pas respectées. Il propose de rédiger une déclaration interprétative par laquelle la Belgique subordonnerait strictement l'exécution de l'accord au respect des droits de l'homme.

Un autre commissaire déclare que la disposition de l'article 2 figure déjà dans l'accord intérimaire, or, elle n'est pas respectée. Les moyens de contrôle ou la volonté politique de faire respecter cette disposition font-ils défaut? Ne faudrait-il pas prévoir des mesures d'accompagnement?

En ce qui concerne les implantations, il est vrai que dix d'entre elles ont été supprimées, mais combien en a-t-on construites illégalement depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement? La poursuite de la colonisation ne rend-elle pas nécessaire l'application de l'article 79, qui dispose notamment que:

«1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire pour s'acquitter de leurs obligations au titre du présent accord. Elle veillent à ce que les objectifs énoncés dans cet accord soient atteints.

2. Si une partie considère que l'autre partie n'a pas satisfait à une obligation découlant du présent accord, elle peut prendre les mesures appropriées. Elle doit au préalable, sauf cas d'urgence spéciale, fournir au Conseil d'association toutes les informations pertinentes nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de la recherche d'une solution acceptable pour les parties.»

Par ailleurs, le délégué général palestinien a dénoncé l'apposition du label *made in Israel* sur les produits venant des implantations. L'ancienne Commission européenne avait discuté le problème

binnenissen niet nakomt. Hij vraagt de senatoren het wetsontwerp goed te keuren om België niet langer te isoleren binnen Europa.

III.2. BESPREKING

Een lid wijst erop dat een soortgelijke raamovereenkomst gesloten is met Tunesië, Marokko en Jordanië.

Een commissielid acht het nodig om druk te blijven uitoefenen op het vredesproces maar is van oordeel dat het niet zinvol zou zijn dat alleen België de overeenkomst niet zou ratificeren.

Volgens een andere spreker mag artikel 2 van de overeenkomst geen dode letter blijven. Zowel Palestijnse mensenrechtenorganisaties als *Human Rights Watch* hebben schendingen van de mensenrechten aan de kaak gesteld. Het lid vindt het moeilijk om de overeenkomst te ratificeren, wetende dat de bepalingen van artikel 2 niet in acht worden genomen. Hij stelt voor om een interpretatieve verklaring op te stellen waarbij België de uitvoering van de overeenkomst strikt afhankelijk zou maken van de naleving van de rechten van de mens.

Een ander commissielid verklaart dat de bepaling in artikel 2 reeds voorkomt in de interimovereenkomst doch niet wordt nageleefd. Ontbreekt het aan controlemiddelen of aan politieke wil om die bepaling te doen naleven? Dienen er geen begeleidende maatregelen genomen te worden?

Wat de nederzettingen betreft, is het weliswaar juist dat tien kolonies werden ontmanteld, maar men kan zich afvragen hoeveel er illegaal zijn gebouwd sedert het aantreden van de nieuwe regering. Vergt de voortzetting van de nederzettingenpolitiek niet de toepassing van artikel 79, dat onder meer het volgende stelt:

«1. De partijen treffen alle algemene of bijzondere maatregelen die vereist zijn om aan hun verplichtingen krachtens de overeenkomst te voldoen. Ze zien erop toe dat de in de overeenkomst aangegeven doelstellingen worden bereikt.

2. Indien een van de partijen van mening is dat de andere partij een verplichting van de Overeenkomst niet is nagekomen, kan zij passende maatregelen treffen. Alvorens dit te doen, behalve in bijzonder dringende gevallen, verstrekt zij de Associatieraad alle terzake doende informatie die nodig is voor een grondig onderzoek van de situatie, teneinde een voor beide partijen aanvaardbare oplossing te vinden.»

De Palestijnse algemeen afgevaardigde heeft overigens aangeklaagd dat op de producten afkomstig van de nederzettingen het label *made in Israel* wordt aangebracht. De vroegere Europese Commissie had het

avec Israël, mais sans résultats. Quand trouvera-t-on une solution à ce problème ?

Plusieurs membres souhaitent également savoir si l'on dispose d'une évaluation de l'accord intérimaire.

Un intervenant se demande s'il sera encore possible d'exercer des pressions sur le gouvernement israélien en cas de ratification de l'accord et pose la question de l'application territoriale de l'accord.

Un membre répond que personne ne souhaite ralentir le processus de paix et que chacun sait qu'il faut encore progresser sur des questions telles que celles des colonies, des réfugiés, etc. Cependant, le nouveau gouvernement israélien a la volonté de parvenir à une solution.

Le membre s'est lui-même rendu en Israël et il sait que la solution du problème du passage entre la bande de Gaza et Israël s'est toujours heurtée à la volonté des Israéliens d'assurer leur sécurité.

Il estime qu'en ne ratifiant pas l'accord, l'on enverrait un signal négatif. En effet, celui-ci crée un cadre juridique qui permet de faire respecter certaines obligations. La possibilité de prendre des sanctions est un instrument politique plus lourd qu'une absence de ratification.

Le secrétaire d'État au Commerce extérieur estime qu'il faut donner un signal selon lequel des progrès sont possibles dans le processus de paix en adoptant le projet de loi à l'examen.

Il approuve le point de vue des membres qui souhaitent éviter un isolement de la Belgique. Le fait de ne pas ratifier l'accord ne fera pas avancer le processus de paix et empêchera la création d'un environnement juridique dans lequel l'on pourrait obtenir le respect de certaines obligations.

Par ailleurs, le secrétaire d'État attire l'attention sur le fait que dans le cadre de la politique méditerranéenne générale de l'Union, ses États membres ont signé et ratifié des accords-cadre similaires avec le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. Pourtant, cette dernière est un État à parti unique. Le secrétaire d'État au Commerce extérieur répète que la ratification de l'accord constituerait un soutien au processus de paix.

Un commissaire répond qu'il est hors de question que la Belgique ne ratifie pas l'accord, mais qu'il faut répondre à la demande d'évaluation de l'accord intérimaire.

Un autre membre dit approuver le point de vue du secrétaire d'État selon lequel il ne faut pas bloquer la ratification de l'accord, mais le gouvernement doit

problème met Israël besproken doch zonder resultaat. Wanneer zal men een oplossing vinden voor dit probleem ?

Verschillende leden wensen eveneens te weten of men beschikt over een evaluatie van de interimovereenkomst.

Een spreker vraagt zich af of het nog mogelijk zal zijn druk uit te oefenen op de Israëlische regering wanneer de overeenkomst geratificeerd is en heeft vragen over de territoriale toepassing van de overeenkomst.

Een lid antwoordt dat niemand het vredesproces wenst te vertragen en dat iedereen weet dat nog vooruitgang moet worden geboekt in problemen zoals de nederzettingen, de vluchtelingen enz. De nieuwe Israëlische regering wil evenwel een oplossing vinden.

Het lid is zelf in Israël geweest en hij weet dat de oplossing voor de problemen bij het betreden en het verlaten van de Gaza-strook steeds gestrand is op het streven van de Israëliërs naar een gewaarborgde veiligheid.

Hij is van mening dat het niet-ratificeren van de overeenkomst een negatief signaal zou zijn. De overeenkomst creëert immers een rechtskader dat het mogelijk maakt bepaalde verplichtingen te doen naleven. De sanctiemogelijkheid is een politiek instrument dat zwaarder doorweegt dan het uitblijven van ratificering.

De staatssecretaris voor Buitenlandse Handel is van mening dat er een signaal moet worden gegeven waaruit blijkt dat vooruitgang kan worden geboekt in het vredesproces door de goedkeuring van het voorliggende wetsontwerp.

Hij deelt het standpunt van de leden die willen voorkomen dat België geïsoleerd raakt. Het niet-ratificeren van de overeenkomst bevordert het vredesproces niet en verhindert het creëren van een juridische omgeving waarbinnen de naleving van bepaalde verplichtingen kunnen worden afgedwongen.

Daarenboven vestigt de staatssecretaris de aandacht op het feit dat in het kader van het algemene mediterrane beleid van de Unie de lidstaten soortgelijke raamovereenkomsten ondertekend en gesloten hebben met Marokko, Tunesië en Egypte. Egypte is evenwel een eenpartijstaat. De staatssecretaris voor Buitenlandse Handel herhaalt dat de ratificering van de overeenkomst het vredesproces zal ondersteunen.

Een commissielid antwoordt dat de ratificering van de overeenkomst door België buiten kijf staat, maar dat ingegaan moet worden op het verzoek tot evaluatie van de interimovereenkomst.

Een ander lid verklaart het eens te zijn met het standpunt van de staatssecretaris dat de ratificering van de overeenkomst niet mag worden geblokkeerd,

constater que les droits de l'homme ne sont pas respectés. Il souhaite que l'on ajoute une phrase selon laquelle le gouvernement sait qu'il reste beaucoup à faire dans le domaine du respect des droits de l'homme. Il demande au gouvernement de suivre de manière permanente l'évolution de la situation des droits de l'homme.

Un membre répond que chacun sait qu'il y a des imperfections, mais qu'il faut soutenir le nouvel élan qui a été donné au processus de paix par le gouvernement de M. Barak. Il propose de demander en tout cas au gouvernement d'évaluer objectivement la situation des droits de l'homme.

Le secrétaire d'État au Commerce extérieur se réjouit de constater qu'il y a un consensus en faveur de la ratification. Il demandera un rapport d'évaluation de l'accord intérimaire à la Commission européenne. Il tient à souligner qu'il n'est pas possible juridiquement de joindre une déclaration interprétative au projet de loi portant assentiment à l'accord.

Plusieurs membres proposent de rédiger une proposition de résolution que l'on adopterait en même temps que le projet de loi et qui traduirait les inquiétudes qui ont été exprimées.

IV.1. EXPOSÉ DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères déclare que même si les positions actuelles du gouvernement de M. Barak sont imparfaites par rapport aux attentes de la communauté internationale, le processus de paix est dans un contexte tout à fait différent de celui dans lequel il se trouvait sous le gouvernement de M. Netanyahu.

Le ministre estime donc qu'il serait stratégiquement erroné que la Belgique applique à la nouvelle administration israélienne les mêmes mesures punitives que celles qu'elle avait appliquées à l'ancienne administration, en différant à nouveau la ratification de l'accord à l'examen. Si elle différerait cette ratification, la Belgique risquerait d'être isolée au sein de l'Union européenne.

Il tient d'ailleurs à faire remarquer que la suspension des procédures de ratification par la France et la Belgique n'a guère contribué à modifier l'attitude du gouvernement Netanyahu. Il faut à présent ratifier l'accord. L'Union européenne estime qu'il faut avancer dans ce dossier et le ministre souhaite qu'elle joue dans le processus de paix le rôle d'intermédiaire que les États-Unis pourront plus jouer en raison de la proximité des élections présidentielles.

mais de regering moet vaststellen dat de mensenrechten niet worden nageleefd. Hij wenst dat een zin wordt toegevoegd waaruit blijkt dat de regering weet dat er nog heel wat te doen is op het gebied van de naleving van de mensenrechten. Hij vraagt de regering de toestand terzake op de voet te volgen.

Een lid antwoordt dat iedereen weet dat er onvolkomenheden zijn maar dat de nieuwe doorbraak in het vredesproces die door de regering-Barak is bewerkstelligd, gesteund moet worden. Hij stelt voor in ieder geval aan de regering te vragen de stand van zaken op het gebied van de mensenrechten objectief te evalueren.

De staatssecretaris voor Buitenlandse Handel is verheugd vast te stellen dat er een consensus is over de ratificering. Hij zal aan de Europese Commissie een evaluatierapport over de interimovereenkomst vragen. Hij wil erop wijzen dat het juridisch niet mogelijk is een interpretatieve verklaring toe te voegen aan het wetsontwerp houdende instemming met de overeenkomst.

Verschillende leden stellen voor een resolutie op te stellen die op hetzelfde tijdstip als het wetsontwerp zou worden goedgekeurd en die de ongerustheid over de bovenvermelde punten zou vertolken.

IV.1. UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITEN- LANSE ZAKEN

De vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken verklaart dat de standpunten van de regering-Barak momenteel niet helemaal voldoen aan de verwachtingen van de internationale gemeenschap, maar dat het vredesproces zich toch in een andere fase bevindt dan ten tijde van de regering-Netanyahu.

De minister vindt het daarom een strategische vergissing dat België ten aanzien van de nieuwe Israëlische regering de strafmaatregelen zou handhaven die werden toegepast op de vroegere regering en de ratificering van de overeenkomst opnieuw zou uitstellen. België loopt het risico zich binnen de Europese Unie te isoleren door de ratificering opnieuw uit te stellen.

Hij benadrukt bovendien dat de opschorting van de ratificatieprocedure door België en Frankrijk de houding van de regering-Netanyahu niet heeft beïnvloed. De overeenkomst moet nu worden geratificeerd. De Europese Unie vindt dat in dossier vooruitgang moet worden gemaakt en de minister hoopt dat de EU in het vredesproces de onderhandelaarsrol zal kunnen spelen die de Verenigde Staten momenteel vanwege de naderende presidentsverkiezingen niet meer kunnen vervullen.

Le ministre des Affaires étrangères apporte son soutien à l'adoption d'une proposition de résolution incitant Israël à progresser dans la bonne direction.

IV.2. DISCUSSION

Un membre attire l'attention sur l'article 53 de l'accord, qui dispose notamment que «les parties favorisent la coopération dans le domaine des transports et des infrastructures qui y sont liées afin d'améliorer l'efficacité des mouvements de passagers et de marchandises, tant au niveau bilatéral qu'au niveau régional». Il signale qu'il faut des heures d'attente pour pouvoir entrer à Gaza par l'aéroport et que le port de mer est bloqué. Comment ratifier un accord qui favorise les transports alors que dans la pratique, rien ne se fait en la matière?

Un commissaire répond que les membres ont exprimé des inquiétudes légitimes, mais rappelle qu'il est préférable, plutôt que de ne pas ratifier l'accord, d'exprimer ces inquiétudes sous la forme d'une résolution qui sera adoptée en même temps que l'accord à l'examen.

Un autre intervenant souhaite que le ministre se prononce sur l'application de l'article 2 relatif au respect des droits de l'homme et sur l'application territoriale de l'accord.

Le ministre des Affaires étrangères rappelle que l'accord contient une disposition importante qui fait référence aux droits de l'homme et aux principes démocratiques et qui permet à l'une des parties, notamment l'Union européenne, de prendre des mesures si elle estime que l'autre partie n'a pas rempli les obligations qui découlent de l'accord. L'entrée en vigueur de cette disposition donnerait à l'Union européenne un levier important en cas de violation des droits de l'homme ou de toute autre disposition de l'accord.

Par ailleurs, en ce qui concerne la territorialité et l'évaluation de l'accord intérimaire, le ministre déclare que la Commission européenne a mis en exergue le non-respect par Israël de ses obligations contractuelles découlant de l'accord intérimaire et a adopté le 13 août 1998 une communication sur la mise en œuvre de cet accord. Il s'avère en effet qu'Israël exporte vers la Communauté européenne, comme produits originaires d'Israël, des produits fabriqués dans les implantations israéliennes de Jérusalem, des hauteurs du Golan, de Cisjordanie et de la bande de Gaza, en infraction à l'article 38. Ces territoires sont couverts par l'accord entre l'Union européenne et l'autorité palestinienne qui est entré en vigueur en juillet 1997.

Le Conseil affaires générales du 29 juin 1998 a adopté des conclusions qui soulignaient que les

De minister van Buitenlandse Zaken is het eens met de goedkeuring van een voorstel van resolutie dat Israël ertoe aanzet voort te gaan op de ingeslagen weg.

IV.2. BESPREKING

Een lid vestigt de aandacht op artikel 53 van de overeenkomst dat inzonderheid bepaalt dat «de partijen de samenwerking bevorderen op het gebied van het vervoer en de vervoersinfrastructuur teneinde de doeltreffendheid van het verkeer van reizigers en goederen zowel op bilateraal als op regionaal niveau te verbeteren». Hij merkt op dat er uren gewacht moet worden om Gaza via de luchthaven te bereiken en dat de zeehaven geblokkeerd is. Hoe kan men een overeenkomst ratificeren die de samenwerking op het gebied van het vervoer bevordert terwijl in de praktijk op dit terrein niets gebeurt?

Een commissielid antwoordt dat de leden uiting hebben gegeven aan een terechte ongerustheid maar herinnert eraan dat het beter is die onrust te uiten in de vorm van een resolutie die op hetzelfde tijdstip als de voorliggende overeenkomst zal worden goedgekeurd, in plaats van de overeenkomst niet te ratificeren.

Een andere spreker wenst dat de minister een standpunt inneemt over de toepassing van artikel 2 betreffende de naleving van de mensenrechten en de territoriale toepassing van de overeenkomst.

De minister van Buitenlandse Zaken herhaalt dat de overeenkomst een belangrijke bepaling bevat die verwijst naar de mensenrechten en de democratische beginselen en waarbij het een van de partijen, namelijk de Europese Unie, vrij staat maatregelen te treffen indien zij van oordeel is dat de andere partij de verplichtingen die in de overeenkomst staan, niet is nagekomen. De inwerkingtreding van die bepaling zou de Unie een belangrijk pressiemiddel geven ingeval de mensenrechten of een andere bepaling van de overeenkomst geschonden werden.

Wat het territorialiteitsbeginsel en de evaluatie van de interimovereenkomst betreft, zegt de minister dat de Europese Commissie de nadruk heeft gelegd op het feit dat Israël de verplichtingen die voortvloeien uit de interimovereenkomst, niet naleeft en dat de Commissie op 13 augustus 1998 een mededeling heeft aangenomen met betrekking tot de uitvoering van die overeenkomst. Israël voert naar de Europese Gemeenschap producten uit waarop Israël staat als land van herkomst, maar die eigenlijk afkomstig zijn van de nederzettingen in Jeruzalem, de Golanhoogte, Cisjordanie en de Gaza-strook, wat een overtreding is van artikel 38. Deze gebieden vallen onder de overeenkomst tussen de Europese Unie en de Palestijnse autoriteit, die in werking is getreden in juli 1997.

De raad Algemene Zaken van 26 juni 1998 heeft besluiten aangenomen die onderstrepen dat de pro-

problèmes rencontrés dans l'application de l'accord intérimaire avec Israël devaient être résolus au niveau technique pour éviter le blocage si la question des frontières d'Israël était abordée. Une mission de la Commission sur place au début de l'automne 1998 a mis en évidence des violations par Israël de son accord avec l'Union européenne et le non respect de l'accord UE-OLP. Entre-temps, l'on a conclu les accords de Wye Plantation, qui comprenaient des dispositions relatives à la mise en œuvre de ces accords et l'ouverture de l'aéroport de Gaza. La Commission européenne était donc d'avis de laisser les choses se mettre en place sur le terrain.

Un intervenant estime que l'évaluation de l'accord intérimaire est très négative. Il souhaite donc que l'on adopte une proposition de résolution forte.

Un autre membre craint que l'on ne mette ainsi sur le même pied l'ancien gouvernement israélien et le nouveau.

Un troisième intervenant insiste pour que l'on se prononce pour ou contre l'accord.

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères attire l'attention sur le fait qu'après la formation du gouvernement de M. Barak en septembre, la Commission européenne a envoyé une mission sur place.

Elle a constaté que les infractions continuent à être commises dans la mesure où les produits venant des implantations israéliennes continuent d'être exportés comme produits israéliens.

Néanmoins, la Commission considère que le climat politique a considérablement changé. Un calendrier clair a été établi pour le processus de paix et l'accord-cadre qui doit être conclu le 15 février 2000 a de bonnes chances d'aboutir. La Commission fera rapport prochainement aux délégations sur la situation sur place et les pistes envisagées.

Le ministre confirme la crainte exprimée par un membre, à savoir qu'une absence de ratification de l'accord ne revienne à émettre un jugement de valeur identique envers le gouvernement de M. Barak et celui de M. Netanyahu, ce qui ne serait pas acceptable.

À la question d'un membre concernant le statut de M. Armali, délégué général palestinien, et plus particulièrement la question de savoir si celui-ci pourra disposer d'un passeport diplomatique, le ministre des Affaires étrangères répond qu'un membre l'a déjà interpellé à ce sujet et que la procédure d'octroi d'un tel passeport est en cours.

blemen die voortvloeien uit de toepassing van de interimovereenkomst met Israël, op het technische niveau moeten worden opgelost om te voorkomen dat er zich een impasse voordoet wanneer de kwestie van de Israëlische grenzen ter sprake komt. Een afvaardiging van de Commissie die zich in het begin van de herfst van 1998 ter plaatse heeft begeven, heeft er de aandacht op gevestigd dat Israël de overeenkomst met de Europese Unie schendt en dat de overeenkomst tussen de Europese Unie en de PLO niet wordt nageleefd. Intussen werden de overeenkomsten van Wye Plantation gesloten, die bepalingen bevatten met betrekking tot de uitvoering van de vroegere overeenkomsten en de opening van de luchthaven van Gaza. De Europese Commissie vond dus dat de zaken ter plaatse geregeld moesten worden.

Een lid vindt dat de resultaten van de interimovereenkomst zeer slecht zijn. Hij stelt dus voor een krachtig geformuleerd voorstel van resolutie aan te nemen.

Een ander lid vreest dat men zo de nieuwe Israëlische regering op dezelfde manier beoordeelt als de vorige regering.

Een derde lid dringt erop aan dat men zich voor of tegen de overeenkomst uitspreekt.

De vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken wijst erop dat de Europese Commissie, na de samenstelling van de regering-Barak in september, een afvaardiging ter plaatse heeft gestuurd.

Die heeft vastgesteld dat de overeenkomst nog steeds wordt overtreden aangezien er nog steeds producten afkomstig van de Israëlische nederzettingen worden verkocht als Israëlische producten.

De Commissie vindt echter dat het politieke klimaat aanmerkelijk geëvolueerd is. Er is een duidelijk tijdschema opgesteld voor het vredesproces en de kaderovereenkomst die op 15 februari 2000 gesloten moet worden, zal hoogstwaarschijnlijk tot een goed einde worden gebracht. De Commissie zal binnenkort verslag uitbrengen over de situatie ter plaatse en de werkwijzen die overwogen worden.

De minister sluit zich aan bij een lid dat ervoor vreest dat niet-ratificatie van de overeenkomst erop zou neerkomen dat men de regering-Barak dezelfde beoordeling geeft als de regering-Netanyahu, wat onaanvaardbaar zou zijn.

Op de vraag van een lid betreffende het statuut van de heer Armali, Palestijns algemeen afgevaardigde, en in het bijzonder de vraag of deze over een diplomatiek paspoort zal kunnen beschikken, antwoordt de minister van Buitenlandse Zaken dat een lid hem daarover reeds ondervraagd heeft en dat de procedure voor de toekenning van een dergelijk paspoort lopende is.

V. VOTES

Les articles 1^{er} et 2 ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 7 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

Le rapporteur,
Michiel MAERTENS.

Le président,
Marcel COLLA.

V. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2 alsook het wetsvoorstel in zijn geheel worden aangenomen met 7 stemmen bij 1 onthouding.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur,
Michiel MAERTENS.

De voorzitter,
Marcel COLLA.